

pellent celles de l'armée israélienne dans les années 1950. De précieuses vies sont détruites, et il faudrait beaucoup de courage politique, une exceptionnelle maîtrise de soi pour résister à la tentation d'adopter les méthodes libanaises. Rien d'étonnant donc si notre gouvernement manifeste un penchant pour la manière forte. Et on voit ressortir les arguments anciens : la méthode a fait ses preuves, elle a permis d'éliminer le terrorisme dans la bande de Gaza, donc c'est la méthode qui convient au Sud-Liban. Mais cette argumentation, proférée sur un ton quasi hystérique, n'a pas beaucoup plus de sens que le projet de créer un ordre nouveau, proclamé au début de la guerre. Le Sud-Liban d'aujourd'hui n'est pas une région où l'armée israélienne puisse imposer quoi que ce soit.

Ni les expulsions, ni la destruction d'habitations, ni les châtiments collectifs, ni l'élimination de chefs terroristes ne changeront rien à cette réalité fondamentale : nous nous sommes trouvés au milieu d'une population en état de révolution, qui comporte suffisamment d'individus prêts à sacrifier leur vie pour nous empêcher d'imposer notre loi. Nous assistons au développement d'une communauté khomeiniste rebelle à l'autorité libanaise locale et, à plus forte raison, à celle d'un envahisseur étranger. Il serait plus sage de reconnaître qu'un Iran en miniature s'est créé à nos frontières, et qu'il est impossible de lui appliquer les mêmes méthodes qu'aux autres factions libanaises dans le passé.

Mais au-delà des divergences d'opinion quant à l'efficacité d'une guerre contre le terrorisme, il faut poser le problème de fond de l'emploi de méthodes extrêmes de répression. Quoi que nous fassions, nous aurons toujours pour voisine cette population que nous connaissions à peine quand nous nous sommes lancés dans cette guerre. Nous ferions bien d'essayer au moins de la comprendre maintenant. Si nous choisissons d'imposer à ces Libanais notre présence, et de venger, par des « méthodes libanaises », la mort de nos soldats, nous ne les inciterons guère à devenir pour nous de bons voisins. Nous aiguiserons au contraire leur soif de revanche, et nous

préparerons de nouvelles hécatombes parmi nos forces armées lorsqu'elles iront rétablir l'ordre dans les villages chiïtes. Nous n'imposerons pas silence aux chiïtes par la manière forte. C'est une tactique qui les poussera à durcir leur action, et perpétuera leur haine longtemps après que le dernier de nos soldats aura quitté le Liban.

Notre préoccupation doit être non pas de châtier ou de régler des comptes mais de nous retirer promptement et en bon ordre sous une protection adéquate. Notre objectif doit être la frontière entre les deux États, et le plus rapidement possible. Nous ne sommes pas chargés d'imposer aux chiïtes excités une meilleure conduite. Nous avons subi des pertes, douloureuses, mais si nous cédon à la tentation de montrer que nous savons frapper fort, d'user des « méthodes libanaises », il nous en cuira, et plus douloureusement encore.

Les agressions dont nous sommes l'objet ne doivent pas déclencher chez nous des réactions aveugles. Ce que la main écrit sur le mur, c'est qu'il nous faut quitter ce pays maudit sans délai et sans nous souiller les mains davantage. Lorsque nous aurons coupé les ponts, que nous n'aurons plus d'occasion de conflit avec cette population hostile, l'armée israélienne pourra commencer à penser comment défendre ce qu'elle a pour charge de défendre : non pas un corps d'armée en danger au Sud-Liban mais notre propre population de ce côté-ci de la frontière. Cela entraînera peut-être à l'occasion des incursions dans les régions chiïtes, mais au moins l'armée israélienne ne s'y engagerait pas en position d'armée en retraite et sur la défensive.

Gideon SAMET, *Haaretz*,
22 février 1985

LES HÉROS DE LA RETRAITE

Et maintenant, ils réclament le retrait immédiat du Liban, sans ligne provisoire de repli, sans stades intermédiaires, sans délais. Ils veulent que l'armée israélienne

se retire tout de suite, et bien sûr, ils ont raison, pourquoi retarder le retrait ? Serait-ce pour remettre la région selon les règles du protocole entre les mains d'Amine Gemayel, l'homme qui a appelé à l'intensification du terrorisme anti-israélien ?

« Ils », cette fois, ce n'est pas le grand public israélien, le Yesh Gevul, les Mères-contre-le-silence, ni La Paix maintenant, ni le Yossi Sarid. « Ils », ce sont les députés du Likoud à la Knesset et parmi nos hommes publics, les partisans du Likoud qui, la semaine dernière encore, s'élevaient bruyamment contre l'idée d'un retrait. Maintenant, comme les Mères-contre-le-silence, ils réclament à grands cris un retrait immédiat.

Impossible de ne pas être d'accord. Toute journée supplémentaire que l'armée israélienne passe au Liban se traduit par une nouvelle liste de tués dans les journaux. Mais cette attitude de leur part est tout de même une intéressante nouveauté. Il y a un mois, ces mêmes hommes votaient contre le retrait et prouvaient de façon convaincante que ce serait la pire des catastrophes, cela surtout parce qu'ils ne pouvaient pas avouer que l'invasion du Liban avait été une erreur. Et maintenant, tout d'un coup, ils ne veulent plus y rester une

minute de plus. Bientôt, ils vont accuser les travaillistes de vouloir se maintenir au Liban. Mais ils ont raison. Nous devons nous retirer immédiatement. Cependant, il y a une chose que je voudrais savoir : qu'ont-ils donc découvert aujourd'hui qu'ils n'auraient pu découvrir il y a deux ans, ou il y a deux mois, ou il y a quatre semaines ?

Lorsque j'entends cette droite de la Knesset, ou la droite dans notre vie publique vociférer et exiger le retrait immédiat, une pensée vient me troubler l'esprit : peut-être ces deux années d'occupation du Liban n'ont-elles pas été tout à fait perdues, s'il a fallu cela pour faire comprendre au Likoud quel gâchis total cela représente.

Voici une autre nouvelle étrange : Abdel Aziz Chaheen, terroriste et dirigeant de l'OLP dans la bande de Gaza, vient d'être expulsé en direction du Liban. Comment ? Israël expulse des terroristes vers le Liban ? Dans ma naïveté j'avais cru qu'Israël s'était lancé dans cette meurtrière guerre du Liban dans le but d'expulser les terroristes hors du Liban.

Ziva YARIV, *Yediot Aharonot*,
22 février 1985